

Mobilité / Le Pentagone en zone 30

« Il faut des contrôles et des aménagements »

L'ESSENTIEL

- Pour, contre, sceptiques : les avis sont partagés sur la mise en zone 30 du centre-ville.
- L'exemption des grands boulevards et leur futur réaménagement font débat.

RÉACTIONS

Marie Nagy (Ecolo, opposition). « Bravo pour la zone 30, mais exempter les boulevards du centre, c'est ne rien comprendre aux dangers encourus par les piétons et les cyclistes : c'est là que se posent les principaux problèmes de sécurité routière. Attendre le réaménagement des boulevards du centre pour les décréter en zone 30, c'est manquer de lisibilité et de cohérence. On sait que les travaux doivent être menés dans le cadre de l'accord de coopération Beliris entre la Région bruxelloise et l'Etat fédéral. La décision n'est pas encore arrêtée. Et chacun sait qu'il faut au minimum trois ans entre une prise de décision et l'achèvement des travaux. En attendant, à chaque carrefour, on va devoir indiquer qu'on quitte la zone 30 pour rentrer dans une zone 50. Cela représente des dépenses inutiles et cela dénote un manque de cohérence ».

Marion Lemesre (MR, opposition). « Je trouve que la mise en zone 30 de tout le Pentagone est inutile. C'est pour dire qu'on fait quelque chose alors que l'essentiel n'est pas réalisé, comme la zone piétonne dans le périmètre



LES CYCLISTES saluent la limitation de vitesse mais réclament surtout des aménagements de voirie. © DOMINIQUE DUCHESNES.

Unesco autour de la Grand-Place. La mesure est un peu artificielle et concernera à terme des artères qui ne le nécessitent pas comme les boulevards du centre. Généraliser la mesure à tout le Pentagone risque de banaliser la limitation à 30 km/h dans des zones où c'est nécessaire, comme l'abord des écoles ou les lieux de résidence ».

Bernard Dehaye (président du Gracq, association cycliste). « La mise en zone 30 va faci-

liter la percolation des cyclistes dans les petites rues. C'est donc une bonne chose que toutes les voiries locales soient limitées à 30 km/h. Mais il ne suffit d'apposer une plaque pour que la vitesse soit respectée. Il faut aussi des contrôles et des aménagements physiques adaptés. Si on veut un rééquilibrage des modes de déplacement dans Bruxelles, il faut modérer la vitesse, mais aussi réserver plus d'espace aux piétons et aux vélos. Sur les grands axes, ce n'est pas ce que l'on constate pour l'instant. On pourrait s'inspirer à cet égard de villes comme New York et pas seulement d'Amsterdam ou Copenhague. A Bruxelles, les gens qui pratiquent le vélo sont plutôt sportifs et leur nombre stagne à 3 ou 4 %. On n'ira pas au-delà de 5 % si on ne fait pas les aménagements requis ».

Francine Werth (présidente de l'Union des classes moyennes Bruxelles). « La mesure est perçue différemment par nos adhérents selon le quartier où elle s'applique. Mais la limitation de la vitesse à 30 km/h ne nous pose pas de problème : la plupart du temps, on ne peut pas rouler plus vite. Ce qui est important, c'est que les voitures continuent à circuler et à stationner. Nous craignons que la mise en zone 30 soit le prélude à une extension de l'espace piétonnier, comme ce fut le cas rue Marché aux Herbes : on a commencé par installer une zone 30, puis on a supprimé le parking et, aujourd'hui, c'est entièrement piétonnier. Mais la grande crainte, c'est la réduction à deux bandes de circulation des boulevards centraux. » ■

Fr. D.

La zone 30 risque de semer la confusion

BRUXELLES

L'instauration d'une zone à deux vitesses pourrait semer la confusion au sein du Pentagone

MOBILITÉ Les zones limitées à 30 km/h existent déjà dans le centre de Bruxelles, bien qu'elles restent éparses. La nouveauté de la zone 30 réside donc dans l'uniformisation de la limitation à l'entière du territoire du Pentagone, hor-

mis les grands axes (Anspach, Max, Lemonnier et Dixmude). Et cela peut prêter à confusion, selon Marie Nagy (Écolo), conseillère communale à la Ville. Selon elle, *"il faut plus de cohérence en terme de circulation dans le centre-ville Et cela passe par un réaménagement de grande ampleur, pour revitaliser, embellir et sécuriser les boulevards"*. Mais sur les tronçons de rues déjà soumis à 30 km/h, y a-t-il eu un changement dans le comportement des automobilistes ? Pour M. Deschuyter, président de l'association des commer-

çants du quartier Bruegel-Marolles, l'instauration d'une telle zone *"est une bonne idée"*.

MAIS EN PRATIQUE, la fréquentation automobile dans la rue Haute, cœur battant des Marolles, démontre qu'il y a *"soit beaucoup de monde, ce qui réduit d'office le trafic réduit à 30 km/h ou moins, soit il n'y a personne et les automobilistes appuient sur le champignon"*. Cependant, les véhicules des particuliers ne sont pas le fléau absolu de la rue Haute, selon lui. *"La plupart*

du temps, ce sont les bus de la Stib qui posent problème", avance-t-il.

Autre problème, les zones de livraison: *"Les camions de livraison sont les premiers à perturber la fluidité du trafic et vu qu'il y a beaucoup de commerçants dans la rue Haute, on ne peut pas les empêcher de se garer en double file pour décharger leurs marchandises."* En clair, ce sont les files qui poussent les automobilistes à rouler plus lentement. *"Sans compter les feux de signalisation"*, rappelle-il encore.

Y. D.

Le Fiesta Club danse sans permis



BRUXELLES

Cette boîte de nuit résonne jusque de l'autre côté du canal. Le tout sans permis

URBANISME Planqué au milieu de nulle part, sur le quai des Usines, à Bruxelles, le Fiesta Club faisait récemment parler de lui pour avoir subi des tirs de Kalach' dans sa façade. Il revient sur le devant de la scène pour une autre raison : tapage nocturne et exploitation sans permis.

UNE PÉTITION en ce sens a été lancée par les habitants du bas de Laeken (de l'autre côté du canal tout de même). "Ils mettent

la sono tellement fort qu'on ne peut pas dormir les fenêtres ouvertes", explique Zoubida Jellab, conseillère communale Écolo. "Les basses s'entendent même jusqu'à la place Pavillon, de l'autre côté, sur Schaerbeek."

La ville de Bruxelles a demandé au gérant de baisser sa sono. "Il est évident que, s'il n'obtempère pas, nous prendrons des mesures plus sévères", confiait hier l'échevin en charge de l'Urbanisme, Christian Ceux, précisant avoir expliqué la situation aux habitants de la rue des Palais Outre-Ponts semaine passée.

La plus grosse épine dans le pied de cet ancien club house transformé en discothèque il y a des années sans qu'aucune demande de permis n'ait jamais

été demandée est en effet bien urbanistique.

"Effectivement à ce jour, le Fiesta Club ne possède pas les permis nécessaires", poursuivait l'échevin CDH. "Le dossier d'urbanisme est aujourd'hui complet et l'enquête publique est en cours pour le permis d'urbanisme du 21 juin au 5 juillet. La concertation aura lieu le 13 juillet."

BIEN. Gageons néanmoins qu'il n'y aura pas foule lors de la commission de concertation. "D'autant que l'information n'a été publiée sur le site web de la ville que le 28 juin", reproche Zoubida Jellab, qui s'étonne de l'absence de réaction dans le chef de l'exécutif bruxellois.

Mathieu Ladevèze

BAUWERAERTS



Le Fiesta Club a même fait des agrandissements sans autorisation.

■ Région | Commerce

La guerre des shoppings au Nord

► Les “mégaprojets” se multiplient. “Le centre va dépérir”, regrette Marie Nagy.

Longtemps snobé par les investisseurs, le nord de Bruxelles attire désormais toutes les convoitises. Calculatrice à la main, la députée régionale Ecolo Marie Nagy a ainsi calculé qu’en additionnant la surface des divers projets d’aménagement de centres commerciaux (“Uplace Machelen” en région flamande, “Heysel”, “Just under the sky” et “Tour&Taxis” sur le territoire de la Région bruxelloise), on n’obtenait pas moins de 248 449 m² de surfaces commerciales et 324 251 m² de surfaces de bureaux sur plan. Soit, “beaucoup trop”, selon la députée. “C’est vrai qu’une étude de la Chambre de commerce avait évoqué le potentiel de cette zone, mais cette course effrénée sur un même territoire géographique me pose question”.

Interrogé sur la problématique, le ministre-Président Charles Picqué (PS) justifie la concentration des projets par l’intérêt que gagneront les

habitants du nord de la capitale. Marie Nagy craint surtout un impact négatif sur les autres centres commerciaux, telles la rue Neuve ou l’avenue Louise. “Il est plus que nécessaire de continuer à investir dans l’hyper-centre, autrement il va fortement se détériorer”, plaide la conseillère communale de Bruxelles-Ville. “Or aucun budget n’est prévu dans ce sens avant 2014...”

Mais selon Marie Nagy, le “nœud du problème” reste le manque de “priorisation” de la Région face à ces différents projets. “Tous ces projets vont sortir de terre en même temps. Vont-ils être rentables pour les commerces qui s’y installent ? En pleine crise économique, on peut vraiment en douter. Au lieu de concentrer les shoppings à un seul endroit, il faut favoriser la mixité des fonctions dans la ville”.

R.M.

→ Une conférence, organisée par Editions et Séminaires, posera la question de “la bataille des implantations commerciales” ce mercredi dès 12h à l’auditoire Jacques Thierry, ING (Mar-nix), rue du Trône, 1 à 1000 Bruxelles. Avec notamment comme intervenants, les ministres Charles Picqué, Benoît Cerexhe ou encore Philippe Henry.

La zone 30 s'installe dans le Pentagone

► Mais les boulevards du centre restent en zone 50, ce que dénonce Ecolo.

Dans les projets de la Ville de Bruxelles depuis des années, le passage à la zone 30 dans le Pentagone, centre historique de la capitale, sera d'application en septembre prochain. Deux motifs ont poussé le collège communal à voter cette proposition jeudi dernier : la sécurité et la convivialité. "Percuté par un véhicule arrivant à 30km/h, un usager faible a 90 % de chance de s'en tirer", explique Christian Ceux (CDH), l'échevin bruxellois de la Mobilité. "Ce pourcentage descend à 20 % si la vitesse passe à 50km/h."

Mais l'objectif était aussi d'améliorer le cadre de vie de ceux et celles qui décident de se réinstaller dans le centre-ville. "Ils sont de plus en plus nombreux, et c'est leur confort que nous voulons privilégier plutôt que celui des automobilistes en transit dans la ville." L'échevin se félicite de cette "grande première". "Il est très rare de voir des villes mettre un si grand périmètre de leur territoire en zone 30. A ma connaissance, seul Lyon l'a fait."

A noter que la mise en place du dispositif sera davantage préventive que répressive. "L'objectif n'est pas, dans un premier temps, de sanctionner l'automobiliste qui roule à du 35 km/h, mais on lui fera comprendre qu'il doit désormais

faire attention." Le répressif ne tardera pourtant pas, puisque la ville envisage d'acheter des radars qui équiperont les principales artères du Pentagone.

Reste que cette mesure à ses exceptions : les boulevards "du centre" (Jacquain, Anspach, Lemonnier) et celui de Dixmude resteront en zone 50. Ce que n'a pas manqué de dénoncer Ecolo depuis les bancs de l'opposition. "L'idée est louable au départ, mais on arrive à un grand raté au final", fustige Marie Nagy. "Comment voulez-vous que l'automobiliste s'y retrouve ? Il va être complètement déboussolé en passant d'une zone à une autre".

Selon la conseillère Ecolo, cette "confusion" ne fera qu'accroître le nombre d'accidents. "Les boulevards qui coupent la ville sont des artères de transit où les pressions sonores sont les plus importantes et le manque de sécurité le plus flagrant. C'est là où il fallait intervenir en premier. Il fallait mettre tout le Pentagone en zone 30. Pour l'automobiliste, la situation aurait été claire : dans le centre-ville on lève le pied. Mais le Collège n'a pas osé."

Une question de temps, selon Christian Ceux. "Il faut être logique. Nous devons d'abord avancer avec l'aménagement des boulevards du centre, et ce avec l'accord de coopération Beliris. Une fois que ceux-ci passeront à 2X1 bande, avec une piste cyclable, nous pourrions également les mettre en zone 30." Des réaménagements qui ne devraient pas être bouclés avant mi-2012.

Raphaël Meulders

MARIE NAGY, ÉCOLO



1 "Toucher un autre public"



Un freezing devant la Bourse.

■ THIERRY DU BOIS

┌ Ce dimanche, à 10h50, le groupe Ecolo de Bruxelles Ville et EcoloJ célèbreront la fête de l'Europe par un Flash Mob. "Le message que nous voulons faire passer auprès de la majorité communale est le suivant: investir pour l'Europe, c'est aussi investir pour sa capitale. Et pas seulement mener des politiques sans vision et faire des sorties médiatiques sans contenu", explique Marie Nagy, chef de file des Verts à la Ville de Bruxelles.

Ce qui nous pousse à poser la question suivante: qu'est-ce qui pousse les membres d'un parti politique à organiser une telle manifestation?

"Déjà, c'est à la mode et très

simple. Mais ça nous permet surtout de sensibiliser un public différent, plus jeune et utilisateur d'Internet", reprend l'organisatrice.

Le flash mob de dimanche consistant en un freezing. L'événement revêtira donc une symbolique particulière. "Nous restons immobiles pendant dix minutes en portant une pancarte verte. Nous jouons sur le paradoxe car tournés vers 2012, nous militons justement pour plus de dynamisme politique", souligne notre interlocutrice.

Elle invite tous ceux qui souhaitent participer à venir les rejoindre. Et à adopter la position la plus originale possible le moment venu! «



LOWETTE

La couverture de la rue Neuve en projet

BRUXELLES

La sortie de la chambre de commerce séduit. Un projet similaire avait déjà été présenté voici dix ans

URBANISME Beci, la chambre de commerce de Bruxelles, rêve de recouvrir la rue Neuve d'une toiture translucide. Dessiné par le bureau d'architecture dirigé par Karel Lowette, accessoirement président du Voka, la chambre de commerce flamande à Bruxelles.

"Nous songeons à couvrir entièrement la rue Neuve à l'aide de grandes verrières, qui constitueraient une série de vagues", explique l'architecte. Ces verrières seraient soutenues par des barres métalliques fixées à la façade.

"Notre but consiste à séduire les passants sans gêner les commerçants. Nous souhaitons construire le plus grand centre commercial d'Europe sans devoir tout raser. Des études révèlent que, par mauvais temps, les consommateurs limitent leur balade à l'Inno ou City 2. La rue Neuve est alors désertée. Couvrir la rue permettrait de remédier à ce problème."

"Un tel projet avait déjà été présenté voici dix ans. Sans suite."

Bonne idée, emboîte l'échevin bruxellois du Tourisme, Philippe Close (PS), qui marche ici sur les plates-bandes de son homologue en charge de l'Urbanisme, Christian Ceux (CDH).

"C'est un projet à moyen terme, dont le coût avoisinerait les cinq à six millions d'euros", précise le socialiste. *"Nul ne sait si l'aspect ressemblera au projet Lowette. On verra très certainement passer par un concours d'architectes. Mais l'idée d'ouvrir le débat sur le réaménagement de la rue Neuve est excellente, d'autant que la restauration des places Rogier et de La Monnaie (les deux extrémités de la rue Neuve, NDLR) va bientôt démarrer. Il serait dommage d'oublier la rue Neuve."*

ALAIN BERLINBLAU, du groupement des commerçants du centre-ville applaudit des deux mains. Pour autant que le projet voit le jour. *"On avait déjà évoqué une telle idée voici dix ans, sans suite..."*

M. L.

Écolo : "Pas de bling bling pour la rue Neuve"

BRUXELLES

Projet de recouvrement de la rue Neuve : Écolo s'insurge

RÉACTION Effaré, interloqué... Tels sont les termes employés par les membres de la formation Écolo de la ville de Bruxelles pour définir leur sentiment sur la cou-

verture de la rue Neuve. Pour la chef de groupe, Marie Nagy, il faut sérieusement réfléchir à la manière dont peut se réaménager un tel endroit.

"Ce projet de recouvrement, c'est une manière bling bling de concevoir le réaménagement de la rue. Il faudrait plutôt se consacrer à des objectifs de réaménagement urbain et privilégier les lieux conviviaux", explique la conseillère communale.

L'élue se pose d'autres questions sur la pertinence du projet : *"N'y a-t-il pas d'autres dépenses plus urgentes et utiles ?"* Elle met en avant un certain sentiment d'insécurité qui règne dans la rue et contre lequel des mesures préventives pourraient être plus utiles qu'une verrière.

QUANT AU PROJET EN lui-même, qui sera en charge de l'entretien de la verrière ?

Les habitants du quartier ont-ils été consultés ? La rue sera-t-elle privatisée et seulement accessible à certaines heures ?

Autant de questions éludées, selon Écolo, qui assure ne rien avoir *"contre les centres commerciaux, mais veut qu'ils s'inscrivent dans un projet de ville agréable, nécessitant une meilleure articulation entre commerces, habitats et loisirs"*.

Annabelle Duquesne

Poubelles-gate

BRUXELLES

Écolo tape sur la gestion
du tri des déchets dans
les écoles de la ville

PROPRETÉ La ville de Bruxelles n'équipe pas assez ses écoles pour faire face à l'obligation du tri des déchets, effective depuis le 1^{er} janvier. *"Aucune consigne claire n'a été donnée à ce niveau, selon la petite enquête que nous avons menée auprès de 16 ou 17 écoles"*, ajoute Zoubida Jellab, pour Écolo. Elle estime la ville en défaut de prévoyance, certaines écoles ne disposant même pas de corbeilles à papier.

Archifaux, de la "démagogie crasse", réplique Fouzia Hariche (PS), échevine de l'Instruction publique à Bruxelles. *"Toutes les écoles fondamentales seront équipées de poubelles adaptées d'ici la fin de l'année, selon un plan pluriannuel lancé en 2008"*, assure-t-elle.

Toute aussi fausse, l'idée avancée par Écolo selon laquelle les écoles seraient amenées à payer des amendes infligées par la Région. *"L'obligation du tri se fera en bonne entente"*, dit-elle, admettant tout de même que les cours de récré des écoles secondaires ne disposent pas toutes de poubelles de tri...

Ma. C.

BRUXELLES

Plan des vols: un comité d'avis mis en place



■ ADC

Interpellé par la conseillère Marie Nagy (Ecolo) s'inquiétant de certaines conséquences du nouveau plan fédéral de dispersion des vols et notamment de l'augmentation du nombre de vols suivant la route du canal, le bourgmestre Thielemans (PS) a fait part de son sentiment mitigé. Positif en ce qui concerne la suppression de la route Chabert qui survole énormément de Bruxellois durant le week-end. En revanche, il

s'est dit plus réservé par le report de ces vols sur la route du canal, qui survole également une zone densément peuplée. La Ville compte donc prendre une part active aux travaux du comité d'avis réunissant Région, communes concernées, associations de pilotes, environnementales et de riverains qui sera appelé à se prononcer sur l'avant-projet de loi qui devrait officialiser les nouvelles procédures. «

BRUXELLES

Pour la Ville, 70 % du programme réalisés



Chantiers réalisés.

■ ADC

La majorité PS-cdH de la Ville de Bruxelles affirme avoir réalisé 70 % de son programme. Selon le bourgmestre Freddy Thielemans, 370 des 540 engagements pris dans le programme de départ ont été respectés. Et ceci quels que soient les secteurs concernés: enseignement, mobilité, propreté, culture. La majorité bruxelloise est par ailleurs tombée d'accord il y a quelques jours sur un projet de budget pour l'année 2010. Celui-ci sera soumis

au vote conseil communal le 22 février prochain. Le collègue insiste sur l'esprit d'équipe qui a conduit à la prise de décisions. "Il n'y a pas d'opposition ou en tout cas pas beaucoup de critique du travail, accompli", a commenté le président du CPAS Yvan Mayeur, un des chefs de file de l'équipe en place. Pour le chef du groupe des Verts, Marie Nagy, la situation budgétaire est préoccupante avec des recettes en diminution. «

■ Politique

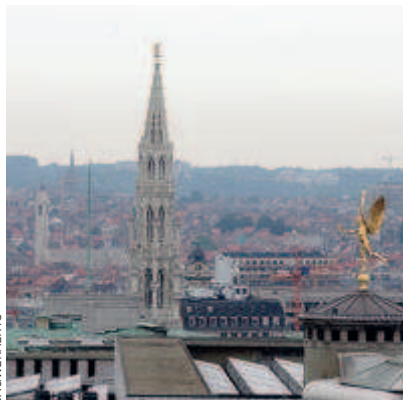
Bruxelles, “une ville qui change!”

► Le collège dresse le bilan à mi-parcours de la législature communale.

► “Nous avons accompli 70 % de ce que nous avons annoncé”, se félicite-t-il.

C'est un collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Bruxelles tout sourire qui a présenté ce jeudi le bilan de leur “fructueuse collaboration” à mi-chemin de la législature communale (2006-2012). “Nous avons accompli 70 % de ce que nous avons annoncé en 2006”, se réjouit le bourgmestre Freddy Thielemans (PS). “Nous avons annoncé 540 engagements sur six ans. Nous sommes en résolution de 370 d'entre eux. Nous avons promis d'être créatifs. Nous irons donc encore plus loin.” Et ce, malgré les conséquences de la crise économique qui, comme partout, ont affecté les marges de manœuvre budgétaires de la Ville. “Certes, nous travaillons avec des budgets plus étriqués, mais nous avons évité de faire peser les charges sur les citoyens”, veut rassurer le mayer. “L'additionnel communal à l'impôt sur les personnes physiques est en effet maintenu au niveau le plus bas de la région (6%)”, précise-t-il.

Plus grosse entité locale de la région bruxelloise, la Ville de Bruxelles voit sa population croître de 2,5 % par an. “C'est important !” commente Freddy Thielemans. Et ce, d'autant plus que la Région est au-devant d'un défi de taille : celui du boom démographique (+170000 nouveaux habitants d'ici



BAUWERAERTS

La Ville de Bruxelles a de nombreux défis à relever en termes de logement, d'emplois...

2020). “Cela nous oblige donc à être dynamiques et à rendre notre ville attractive”, affirme le socialiste.

Ainsi, l'offre de logements nouveaux a été accrue de plus de 200 unités. “Dans le cadre du plan “1000 logements” de la Ville et du CPAS, 153 nouveaux logements ont été construits et habités”, détaille Mohamed Ouriaghli

(PS), échevin des Propriétés communales. De même, les chantiers de 72 logements sont en cours de finalisation.

Priorité a également été donnée à l'accueil de la petite enfance et l'enseignement. “Plus de 260 places d'accueil en crèches et haltes accueil sont en cours de création, pour un total actuel de 1071 places occupées par 1571 enfants”, indique l'échevine de la Petite enfance Chantal Noël (CDH). Sa collègue en charge de l'Instruction publique, Faouzia Hariche (PS), complète : “La Ville a dégagé près de 30 millions d'euros par an dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement pour la construction et la rénovation des établissements scolaires.” Ainsi, une nouvelle école secondaire sera érigée sur le site de la Batellerie et de nouvelles constructions sont prévues pour les écoles fondamentale “Héliport” et maternelle “Bockstael”.

Pour permettre aux Bruxellois d'intégrer au mieux le marché du travail, la Ville s'est attelée à renforcer “la

proximité de ses services d'emplois”, souligne l'échevin compétent Hamza Fassi-Fihri (CDH). Elle s'est ainsi dotée d'une Maison de l'emploi et de la formation, a lancé des actions de proximité (Salon de la formation, Brussels Go Job), a expérimenté des partenariats publics-privés associatifs, etc.

La Ville a en outre misé sur le secteur du tourisme pour doper ses activités économiques et commerciales : création d'un pôle marketing pour les jeunes visiteurs et d'un fonds de promotion du tourisme; renforcement des animations événementielles (Plaisirs d'Hiver, Bruxelles-les-Bains...) avec le lancement en 2009 de la Balloon's day parade; développement du projet Neo sur le plateau du Heysel...

Les autorités communales ont par ailleurs œuvré à réduire le sentiment d'insécurité, en renforçant la présence policière. “Le taux de criminalité est ainsi en baisse de 7 % entre 2008 et 2009”, se réjouit le bourgmestre. Propreté, environnement, mobilité et travaux publics participent également au bien-être et à la qualité de vie des habitants. On épinglera donc l'installation de 17 urinoirs et toilettes, et de 700 poubelles supplémentaires; la poursuite de la rénovation du bois de la Cambre, la création du parc de Haren; l'élaboration du Plan communal de mobilité, la promotion de la mobilité douce; la sécurisation des abords de 80 écoles ou encore le réasphaltage de 100000 m² de voiries.

“C'est une ville qui a changé !” conclut Freddy Thielemans. “Et nous allons continuer à l'améliorer et la rendre belle...” Aux électeurs de juger en 2012...

Stéphanie Bocart

Réaction

“Un bilan édulcoré”

Opposition. “370 engagements tenus sur 540 : le goût et l'aspect d'un bon bilan, mais ce dernier n'est finalement qu'un bilan édulcoré qui ne tient pas compte des réalités et des besoins de la Ville”, fustige Marie Nagy, chef de file du groupe Ecolo à la Ville de Bruxelles. Exemples ? “En ce qui concerne les thématiques telles que la mobilité, l'aménagement des boulevards ou la mise en zone 30 des quartiers, force est de constater que les nouveaux projets tardent à être concrétisés. La rénovation des boulevards du centre a été reportée à 2014.” Elle pointe encore : “Les itinéraires piétons et cyclistes sont actuellement insuffisants et l'inscription dans les écoles est retardée par manque de places dans l'enseignement maternel.” Si Ecolo souligne la “bonne volonté de la majorité”, le parti demande une majorité “plus cohérente, innovante et durable”. St. Bo.



Bruxelles / Village du Tour l'été prochain, le parc de Bruxelles manque d'entretien

Enfin un traitement royal ?

Dix ans. il n'aura pas fallu dix ans au parc de Bruxelles, restauré dans le cadre de Beliris (l'accord de coopération Fédéral/Région), pour souffrir à nouveau de mille maux : tags, concentration de débris, chemins et pelouses abîmés, multiplication d'activités en tout genre parfois sans autorisation, sinon celle de la Ville quand elle les organise... L'ancienne réserve à gibiers du palais du Coudenberg, qui accueillera le village du Tour l'été prochain, a mal à ses pelouses et personne ne semble s'en inquiéter. Enfin, sauf Marie Nagy.

La conseillère communale et parlementaire Ecolo a trouvé un terrain propice à de multiples interpellations (deux à la Ville, une à la Région). Elles n'auront pas été vaines. Le 9 décembre dernier, en Commission aménagement du territoire, le ministre-président Charles Picqué (PS) a ainsi annoncé vouloir donner suite aux inquiétudes de Marie Na-



LE THÉÂTRE NOMADE dans le parc de Bruxelles, l'une des activités pour laquelle on a fermé les yeux sur l'absence de demande de permis. © L.C. (ST)

gy. Oui, a-t-il expliqué, tout en précisant qu'il était récurrent dans presque tous les espaces verts de la Ville, il existe un réel problème d'entretien au parc de Bruxelles. Le problème pointé par la Région, mais également par le cabinet de Bertin Mampaka (CDH), en charge des Espaces verts à la Ville, c'est la multiplica-

tion des événements. Mais, ce que fustige le ministre-président, c'est que ceux-ci ont parfois lieu sans avoir fait l'objet d'une demande de permis d'urbanisme, comme le requiert le Cobat (Code bruxellois d'aménagement du territoire). La Ville a promis d'être plus vigilante, mais précise que le nombre d'événements (au-

torisés) va déjà chuter (61 en 2009 contre 80 l'année précédente). Mais, le point qui chagrinerait le plus Marie Nagy concernait l'aménagement d'une zone de dépôt et de stationnement, par la Ville, pour ses camions, du côté de la rue Ducale. Là aussi, la Région lui donne raison, parlant d'« *infraction* » : « *Une situation inacceptable malgré le fait que la Ville évoque un manque de place et de moyens pour une solution plus acceptable* ».

Bertin Mampaka estime, lui, que le fait de devoir déplacer les camions d'entretien allongera les déplacements et augmentera la consommation de carburant.

Plus généralement, la Région dit réfléchir à un plan de gestion destiné à encadrer les activités événementielles. Enfin, dernière information à l'attention des sportifs : le jogging est autorisé, mais pas sur les pelouses. Dans le sens des aiguilles d'une montre ou pas. ■ **FABRICE VOOGT**

Bruxelles

Stade : Ecolo contre l'argent qui coule à flot

Ecolo soutient la tenue d'événements sportifs au stade Roi Baudouin, mais pas à n'importe quel prix. Hier, à l'occasion du conseil de la Ville, la chef de file des Verts (opposition) a dit s'interroger sur une nouvelle dépense proposée par le collège, concernant la mise en conformité de la piste d'athlétisme aux normes de l'IAAF (l'association mondiale d'athlétisme) pour la somme de 677.000 euros. Ecolo demande une vision d'ensemble et une meilleure gestion du stade Roi Baudouin alors que des projets existent concernant la construction d'un nouveau stade.

Marie Nagy rappelle que, en octobre 2008, le conseil communal de la Ville a approuvé une dépense pour un montant d'un peu plus de 2 millions d'euros pour la rénovation de la piste d'athlétisme et le terrain de football du stade. « *Nous nous interrogeons sur la nécessité d'une telle dépense alors que l'avenir même du stade est incertain* »

L'échevin des Sports, Bertin Mampaka (CDH), tient à rappeler que les 2 millions d'euros ont été débloqués par Beliris et que c'est précisément pour des questions de bonne gestion et pour qu'il puisse continuer à accueillir des événements comme le Van Damme que la Ville continue à entretenir le stade et à assurer sa mise aux normes internationales. Dans le cas présent, il s'agissait notamment de combler un nivellement de la piste et d'élargir les aires de lancer. ■

F.V.

- Mardi 20 octobre **Saint-Gilles**
- Mercredi 21 **Boitsfort**
- Jeudi 22 **Woluwe-St-Lambert**
- Vendredi 23 **Evere**
- Mercredi 28 **Forest**
- Jeudi 29 **Woluwe-Saint-Pierre**
- Samedi 31 **Jette**
- Mardi 10 novembre **Etterbeek**
- Vendredi 13 **Auderghem**
- Mardi 17 **Saint-Josse**
- Mercredi 18 **Bruxelles**
- Jeudi 19 **Uccle**
- Vendredi 20 **Anderlecht**
- Mardi 24 **Ganshoren**
- Mercredi 25 **Koekelberg**
- Jeudi 26 **Schaerbeek**
- Vendredi 27 **Berchem**
- Mardi 1^{er} décembre **Molenbeek**
- Mercredi 2 **Ixelles**

La Ville entre épure et dessein

LA VILLE DE BRUXELLES, 11^e commune de notre bilan à mi-mandat des majorités issues du scrutin d'octobre 2006.

© DOMINIQUE DUCHESNES



Plus propre et plus construit, mais pas assez

Si il fallait retenir deux objectifs du programme de majorité « *qui touchent le citoyen* », ce seraient sans doute ceux-là : rendre Bruxelles propre et construire 1.000 nouveaux logements. Où en sommes-nous trois ans plus tard ? Si les avis restent partagés, même l'opposition salue, certes timidement, des avancées dans ces deux dossiers.

Ainsi, en matière de propreté, la chef de l'opposition libérale, Marion Lemesre, parle de bilan en demi-teinte, « *car de toute évidence, des efforts sont faits* », même si « *la saleté reste endémique en particulier à Laeken et dans certaines rues du centre* ». L'Ecolo Marie Nagy salue, elle, « *la nouvelle gestion* » de l'échevine Karine Lalieux (PS), « *l'achat de matériel et les efforts fournis en matière de sensibilisation, même s'il reste pas mal de travail dans le centre et en ce qui concerne les dépôts clandestins* ».

Du côté du cabinet de l'échevine de la Propreté, on se flatte d'un « *bon bilan* ». Et de citer les 6.600 taxes dressées pour incivilité en deux ans, la lutte contre les tags et les graffitis, la baisse de la pression par rapport aux souillures de chiens dans le centre de Bruxelles et, tout récemment, la réouverture

re, savamment orchestrée, d'une première moitié des nouvelles toilettes publiques, après plus de 15 ans de fermeture.

Concernant le plan 1.000 logements aussi, l'opposition, même mollement, parfois s'incline. Le point positif serait « *le prolongement de la politique menée par la Régie foncière* » (Mohamed Ouriaghli, PS), pour Marion Lemesre, et « *la prise en question de la question du logement à travers ce nouveau plan* » (Mayer/Ouriaghli/Ceux), pour Marie Nagy. Mais, comme on entend parfois, le long des roses, grimpent les épines. Faisant le mixe entre le plan 1.000 logements et celui de la Région (5.000 logements), Marion Lemesre parle d'« *effet d'annonce chiffré sans souci de vérifier la justesse des projets ainsi qu'une volonté idéologique aveugle* » (qui) « *ont débouché sur des psychodrames à Neder-over-Heembeek et Haren, entraînant les habitants dans une guerre de tranchées contre l'autorité publique* ». Plus mesurée, Marie Nagy regrette, elle, « *le manque de vue d'ensemble du projet sans réflexion par rapport aux équipements* ».

Le cabinet du bourgmestre rétorque que le plan de la Ville a (lui) engagé des procédu-

res pour chacune des 1.000 unités. On rappelle, du côté du cabinet Ouriaghli, que chaque projet répond aux critères de la « *charte qualité* » et fait l'objet de séances d'échanges avec les habitants.

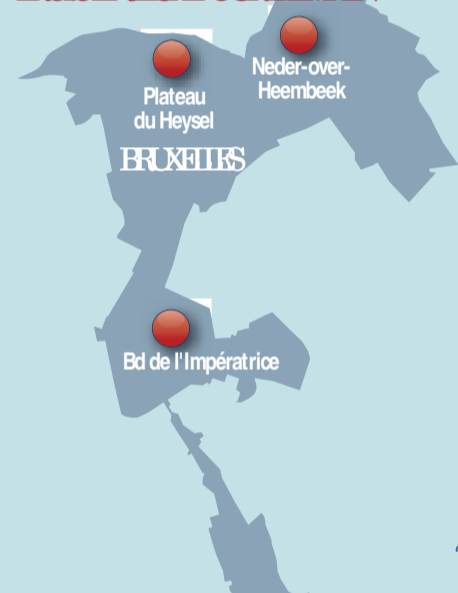
Les autres dossiers sont moins rassemblés. « *L'insécurité s'aggrave* », tonne Marion Lemesre. « *On a ouvert le commissariat jour et nuit à Neder* » et « *les patrouilles de nuit vont être réorganisées en fonction de districts tandis que l'accueil des commissariats sera bientôt assuré par des civils pour libérer des policiers* », répond le cabinet Thielemans.

« *Pour la mobilité, c'est zéro pointé*, sanctionne Marie Nagy. *On attend pour les boulevards du centre, le site propre rue du Lombard, on reste frileux pour le Pentagone en zone 30...* ». Du côté du cabinet de Christian Ceux (Mobilité, CDH), on avance le maintien de la ligne directe du bus 47, le réaménagement des voiries dans le quartier des Marolles et du boulevard de l'Impératrice, ou le mémorandum sur la mobilité à Neder.

Il n'est pas certain que les trois ans qui restent suffisent à mettre tout ce petit monde d'accord. ■

FABRICE VOOGT

TROIS NEUF QUATRE DIX



LES FRONTIÈRES COMMUNALES EN QUESTION

On reste serein, du côté du cabinet du bourgmestre, par rapport à d'éventuels changements des limites territoriales. Il y a bien quelques curiosités comme le fait d'être domicilié sur le territoire de la Ville, tandis que le trottoir est situé sur une autre commune, obligeant le citoyen à devoir parfois introduire deux demandes de permis d'urbanisme, mais, dans l'ensemble, la commune ne formule aucune demande. Même l'avenue Louise, bras de route dans le territoire d'Ixelles, serait gérée en bonne intelligence avec les autorités de la commune voisine. Certes le territoire est grand, mais la décentralisation progressive des services doit permettre, dit-on, de répondre aux attentes de citoyens de Laeken, Neder et Haren.

LA CRISE EST PASSÉE PAR LÀ

Pas trop affectée

Comme pour la plupart des communes, la confection du budget 2010 est, pour Bruxelles, l'occasion de mieux mesurer l'impact de la crise économique sur les finances. Selon le cabinet du bourgmestre, la Ville ne serait pas trop affectée : « *Nous tablons sur une réduction des recettes entre 5 et 10 millions d'euros. Sur un budget de 650 millions, c'est gérable* ». Même chose pour le non-versement des dividendes Dexia (2,7 millions), qui représentent moins d'un pour cent du budget. « *Nos recettes restent stables*, poursuit le cabinet. *Mais nous devons faire face aux frais de personnel liés à l'indexation.*

Cela nous obligera à faire des choix, notamment quand il s'agit de pourvoir à un remplacement en cas de départ à la pension ».

Reste à résoudre la question du CPAS. Son président, Yvan Mayer, a remis un budget qui tient compte de la future vague de régularisation de sans-papiers et de l'augmentation de la précarité à Bruxelles, une commune qui, plus que tout autre, joue le rôle d'« *aspirateur* » de pauvreté. Des aides sont prévues par le Fédéral mais des frais liés à cette régularisation (engagement de personnel et soins de santé) supposent, là aussi, un effort à consentir par la commune. ■ F.V.

ZOOM SUR DEMAIN

Un « morceau de ville » sur le Heysel

Le petit jeu du « *je te tiens, tu me tiens par la barbichette* » entre la Ville et la Région empêche un vrai projet régional cohérent de développement. Une tactique qui permet aussi de contourner les procédures démocratiques. Un exemple ? Le méga projet de développement du plateau du Heysel.

Quand l'opposition MR - ici sa chef de file Marion Lemesre - voit, dans les quatre variantes proposées au concours d'architecture pour le plateau, « *la démonstration par l'absurde d'une absence de vision politique claire* », la majorité estime, elle, que ce projet, « *prioritaire pour le*

bourgmestre », constitue « *une opportunité unique pour le quartier* ».

Ces variantes, pour ce « *nouveau morceau de ville* », qui tiennent compte de la reconstruction ou pas d'un stade de football en cas d'attribution de l'organisation de la coupe du monde de football à la Belgique et aux Pays-Bas en 2018, ne constitueraient pas un obstacle pour ces bureaux. On insiste d'ailleurs, du côté du PS bruxellois, pour dire qu'il s'agit de « *la crème de la crème* ». Le lauréat, pour rappel, est appelé à devenir un « *Bouwmeester* » pour une durée de huit ans. L'objectif consiste à bâtir sur

cette zone un centre de convention international de minimum 3.000 places, un centre commercial de 100.000 m², une salle indoor de 15.000 places. Du côté du bourgmestre, on estime qu'« *on a toutes les cartes en mains pour réaliser un vrai projet urbanistique* », notamment parce qu'« *on a la chance d'être propriétaire du foncier* ».

Quand Ecolo dénonce le flou autour du projet et l'absence de concertation avec les riverains, le collège, au contraire, estime que le projet, baptisé Neo, constitue un « *modèle de transparence* » dans sa méthode et un changement dans l'image médiocre

que laisserait Bruxelles dans les milieux internationaux de l'architecture. « *A Bruxelles, les procédures seraient trop politisées et aboutiraient, du coup, à des décisions trop timides par rapport aux gestes architecturaux ambitieux. C'est une image que nous voulons casser* », annonce Freddy Thielemans.

L'autre grand défi, pour demain, selon le cabinet du bourgmestre, c'est la construction d'écoles, comme celle de la Batellerie, qui doivent permettre d'absorber une population en constante augmentation, plus particulièrement dans les tranches d'âge concernées. ■ F.V.

Bruxelles / Ramification entre la gérance et la Ville

Les arbres du Forum ne se laissent pas abattre

L'ESSENTIEL

- Une centaine d'arbres du parc du Forum, à Laeken, pourraient être abattus.
- Un conflit oppose les habitants et le président du conseil de gérance... qui fait partie du service de l'Urbanisme de la Ville.
- On évoque des liens avec la société chargée d'abattre les arbres.



LES ARBRES DE L'AVENUE du Forum sont en partie malades. Mais pas tous, clament les habitants. © ALAIN DEWEZ.

Ce pourrait être une banale histoire d'arbres que l'on abat, mais l'affaire prend une tournure de plus en plus étrange quand on sait qui demande qu'on les abatte et qui sera peut-être chargé de ce travail.

Commençons par planter le décor. Les arbres en question sont ceux du parc du Forum, qui entourent les six immeubles du parc, avenue du Forum, à Laeken. En juin dernier, une demande de permis d'urbanisme a été introduite à la Ville pour obtenir

l'autorisation, dans un premier temps, d'abattre 39 arbres, sur un total de 90 arbres à abattre.

La demande émanait du Syndic Trevi, représenté par un des propriétaires et président du conseil de gérance. Un comité de protection du parc Forum s'est constitué pour s'opposer à cette décision. Une pétition a circulé qui a recueilli plusieurs centaines de signatures. Elle demandait que ne soient abattus que « les arbres vraiment malades » ou qui « menaceraient la sécuri-

té des habitants ».

Alors que la demande d'abattage se base sur une étude terminée en 2004 qui proposait d'abattre 110 arbres en deux phases, une contre-expertise, demandée par un membre du conseil de gérance aurait conclu qu'il fallait en abattre dix fois moins. Au-delà de la querelle comptable, se pose, aussi, la question du licenciement de l'ancien jardinier, en 2007, qui, selon certaines sources, donnait entière satisfaction.

Alors que le montant annuel

de l'entretien du parc s'élevait à 37.200 euros, la société qui lui a été préféré facturerait ses services 120.000 euros par an, explique un habitant, à l'initiative de la pétition. Se pose alors la question de l'identité des acteurs.

Le président du conseil de gérance, qui a demandé l'abattage d'abord. « Il s'agit d'un membre du service de l'échevin de l'urbanisme et président de la commission de concertation, Christian Ceux (CDH) », s'étonne Alain Nimegeers, conseiller communal MR (opposition). Plus curieux encore, la société de jardinage engagée pour effectuer l'entretien du parc et les travaux appartiendrait à un proche du fonctionnaire en question et ancien employé du service des Espaces verts de la Ville. En attendant, la commission de concertation, qui a eu lieu le 29 septembre dernier, a décidé, mardi, de reporter son avis. Elle dit attendre un avis circonstancié du service Espaces verts, appelé à dresser un inventaire des arbres dangereux qui doivent être abattus et ceux « pour lesquels un élagage judiciaire pourrait suffire afin de préserver la sécurité publique ».

La conseillère Ecolo Marie Nagy interpellera le collège sur ce dossier lundi, au conseil communal. ■

FABRICE VOOGT

Bruxelles / Nagy (Ecolo) critique les développements sur Neder

« On informe, mais sans participation »

La conseillère communale Marie Nagy (Ecolo, opposition) ne lâche pas le morceau. Quelques jours après avoir interpellé l'échevin des sports, Bertin Mampaka (CDH), sur l'aménagement de la salle de sport de Neder, dont la capacité sera bientôt portée à quelque 800 places, notamment pour accueillir l'équipe de basket de l'Excelsior (D2), c'est à l'ensemble des acteurs de la politique menée actuellement sur ces quartiers qu'elle adresse un mauvais bulletin. Sont visés, outre Bertin Mampaka, l'échevin de l'urbanisme et de la mobilité, Christian Ceux (CDH), et le président du CPAS, Yvan Mayeur (PS) qui porte le dossier « 1.000 logements » avec son collègue de l'urbanisme et l'échevin des propriétés communales, Mohamed Ouriaghli.

De manière générale, Marie Nagy stigmatise le manque de concertation, entre les différents responsables politiques, et l'absence de plan d'urbanisme global. Les projets se mèneraient, qui plus est, sans associer les populations concernées.

« On informe, estime-t-elle, mais il n'y a pas de processus participatif. Il y a une forme de rejet de la culture citoyenne, en opposition totale avec ce qui se fait dans la plupart des grandes villes. » Un exemple ? Le projet de la rue Bruyn, « une caricature », qui « écrase la ferme Nos Pilijs » et projette de « mettre les gens dans des appartements trop petits ». Yvan Mayeur manque de s'étrangler : « Au moins le projet 1.000 logements aura permis à Marie Nagy de situer Neder

sur une carte ! »

« La Ville est responsable de la politique à mener pour l'ensemble de ses habitants, pas de celle qui convient à une rue ou une ferme. Les responsables de la ferme Nos Pilijs nous demandent de réduire le rez plus trois, qui ressemblerait à une barre, explique Yvan Mayeur. Quel luxe ! Vous savez ce qu'il y a en face de ces deux projets ? Des chevaux et une petite mare ! »

Il dit, par ailleurs, tenir compte des habitants, comme l'atteste, précisément, le projet Bruyn où, à leur demande, « le projet de 800 logements a été réduit à 360 unités », mais regrette « l'égoïsme petit-bourgeois de ceux qui, par exemple, s'inquiètent de la circulation qu'engendrera la création d'une crèche de 49 places. » ■

FABRICE VOOGT

BRUXELLES

Boulevards: aller plus vite

Marie Nagy a interpellé le collègue sur le report annoncé des travaux sur les boulevards du centre jusqu'à 2015. La chef de groupe Ecolo a fait remarquer que Beliris ne respectait pas les engagements pris depuis des années et que des crédits budgétaires à cet effet sont prévus depuis 2000! Précisant aussi qu'il est faux de dire qu'il n'y a pas de crédits disponibles chez Beliris car il y a 300 millions inutilisés. Marie Nagy estime que le vrai motif du report pourrait être que l'on veut voir si à l'issue des travaux de la petite ceinture Ouest, il ne faudrait pas envoyer plus de trafic au cœur du centre historique, en contradiction avec les intentions annoncées par la majorité précédente (PS-Ecolo-cdH). Stigmatisant encore le fait que l'échevin Ceux (cdH) ne semblait pas s'émouvoir de cette annonce. Interpellé ainsi directement, l'édile de l'urbanisme a annoncé qu'il avait pris contact avec Beliris. Et qu'il entendait rediscuter du planning afin que les travaux ne soient pas repoussés aussi loin dans le temps, étant entendu que ce projet était jugé prioritaire par la Ville. «

Bruxelles-Ville

Ecolo dénonce le flou de la majorité concernant le futur centre de la mode et du design

Un point soumis au vote du dernier conseil communal de Bruxelles-Ville a suscité de profondes interrogations du groupe Ecolo local. Il s'agit de l'achat d'un immeuble de la place du Nouveau Marché aux Grains pour un montant de 1,8 million d'euros. Un lieu destiné au futur "Centre de la mode et du design". *"Interrogé, l'échevin responsable n'a pas pu donner d'informations précises tant sur le budget du futur centre que sur son fonctionnement, s'étonne la conseillère communale Ecolo Marie Nagy. Or, par ces temps de "sobriété" budgétaire, ce type d'investissement doit être fait en connaissance de cause. C'est pourquoi le groupe Ecolo, tout en considérant ce projet intéressant, s'est abstenu sur le vote."* **R.M.**

POLITIQUE ÉLECTIONS

Thielemans veut aussi être député: le débat

Le bourgmestre de Bruxelles assume



Comme gestionnaire d'une ville de 150.000 habitants, aura-t-il le temps de siéger au parlement? ■ L.B.R.

Freddy Thielemans assume. Il ne s'en cache pas, s'il est élu au parlement régional, il y siègera, tout en restant bourgmestre de la Ville et de ses 150.000 habitants. Ce n'est pas du goût de tout le monde même si l'intéressé fait remarquer qu'il n'est pas le seul bourgmestre dans le cas.

Freddy Thielemans poussera (72^e place) la liste PS aux prochaines élections régionales du 7 juin. Et il l'affirme haut et fort (comme nous l'expliquions déjà mardi): s'il est élu au parlement bruxellois, il ira siéger dans l'hémicycle. Et devrait gagner environ 3.500 € nets/mois. "Pas d'ambiguïté: je suis votre bourgmestre et je le resterai", précise-t-il dans un tract électoral distribué dans les boîtes aux lettres de Bruxelles. "Mon équi-

pe communale tiendra tous ses engagements envers vous. En outre, si vous me faites confiance, je ferai respecter nos choix d'avenir à la Région en siégeant au parlement bruxellois."

SCHAERBEEK ET ANDERLECHT

Quand on s'étonne de voir le bourgmestre d'une grande ville comme Bruxelles (150.000 habitants) avoir le temps d'exercer un mandat régional en plus d'assurer la gestion de la capitale administrative du pays, Freddy Thielemans fait valoir qu'il ne sera pas le premier ni le dernier bourgmestre d'une grande commune à siéger aussi comme député ou comme sénateur.

Que l'on songe à Schaerbeek (115.000 habitants), où Bernard Clerfayt (FDF) était député régional (puis fédéral) en même temps que bourgmestre la Cité des ânes, jusqu'à ce qu'il entre

dans le gouvernement fédéral. Que l'on songe aussi à Anderlecht qui atteint les 100.000 habitants et dont l'actuel bourgmestre Gaëtan Van Goidsenhoven (MR) est lui aussi candidat (suppléant) aux élections régionales. Et déjà (feu) son prédécesseur Jacques Simonet (MR) combinait lui aussi son maïorât avec un poste de député.

HORS DE BRUXELLES

Hors de la capitale, on citera encore l'exemple d'Elio Di Rupo. L'actuel président du PS est aussi député ainsi que bourgmestre de la ville de Mons, qui compte tout de même plus de 90.000 habitants. Toujours est-il que la question est posée au moment où on parle de bonne gouvernance: comment ces politiques font-ils pour mener tous ces combats de front? «

M.B.

Notre débat du jour

OUI



Freddy Thielemans (PS)
Maïeur de Bruxelles ■ ADC

■ ■ "Nous sommes devant un défi institutionnel", estime le bourgmestre de la Ville. "Face à ceux qui veulent diminuer le nombre de bourgmestres, fusionner toutes les communes bruxelloises. Et j'apporterai mon expérience municipale. S'il est clair que je resterai bourgmestre, je dois pouvoir siéger aussi au niveau ayant un impact direct sur la Ville dans des secteurs comme la prévention, la sécurité, l'enseignement ou les hôpitaux. Et je choisirai mes moments de présence au parlement. Cela me permettra aussi d'interpeller. En 5 ans, je n'ai rencontré le ministre Cerexhe (CDH) qu'une seule fois. Où trouver le temps? Et comment font mes collègues? Je devrai plus déléguer".

Est-il acceptable que le maïeur de la Ville siège aussi comme député?

NON



Marie Nagy (Ecolo)
Chef de groupe dans l'opposition ■ Belga

■ ■ "À Ecolo, nous sommes opposés au cumul d'un mandat exécutif (bourgmestre ou échevin) avec celui de député régional", explique Marie Nagy, chef de groupe au conseil. "Le parlement doit avoir une vision de la Région qui soit différente de celle de la conférence des bourgmestres! C'est d'autant plus inacceptable que la Ville est une énorme machine à gérer. Sa présence serait un plus dans les débats au parlement? Au contraire! Cela empêche la Région d'avancer sur un vrai projet. Je ne suis pas sûre qu'on défend bien sa commune en allant avec sa casquette communale au parlement régional".

Il exerce déjà 40 mandats différents

■ ■ Lors d'un relevé effectué en 2007, Freddy Thielemans affichait une quarantaine de mandats, ce qui en faisait le recordman en la matière. Attention toutefois! Seuls deux mandats sont rémunérés: celui de bourgmestre et celui de président de la Foire internationale de Bruxelles. "Et il y a une série de mandats de droit liés à la fonction de bourgmestre", précise-t-il. C'est le cas pour le Tapis de fleurs, BRAVVO ou encore l'école de police (ERIP). Vous voulez en savoir plus? Allez voir sur le site de la Ville (www.bruxelles.be).

Bruxelles / Une étude au conseil lundi

Quelle mobilité autour du Heysel ?

S'il est un reproche qu'on ne peut pas faire à Marie Nagy, c'est de ne pas s'inquiéter de l'ordre du jour du conseil communal, surtout quand l'un des points concerne le plateau du Heysel. Lundi, le dossier remonte encore au conseil, cette fois dans le cadre de l'ouverture d'un marché public concernant la mobilité en rapport avec le plan de développement prévu pour le plateau. Pour la conseillère Écolo (opposition), « on met la charrie avant les bœufs ».

« C'est une fois encore le flou artistique, estime Marie Nagy. On ne sait pas comment le plateau va être redessiné et le bourgmestre ne s'est pas encore prononcé sur l'avenir du stade que l'on lance une étude de mobilité. Comment mesurer l'impact d'éléments encore hypothétiques, à l'image de leur financement ? »

Pour la conseillère communale, le collège manquerait décidément de transparence dans ce dossier. « Pour réaliser ce PDI, la Ville et la Région ont procédé à la signature d'une charte, rap-

pelle-t-elle. Cette charte n'a pas été soumise à l'approbation du conseil communal. La Ville a confié le développement urbanistique du plateau à la société EXCS, filiale de l'ASBL Palais des Expositions de Bruxelles, elle-même filiale de l'ASBL Foire de Bruxelles. Cette manœuvre permet de soustraire le développement du plateau au contrôle démocratique, dans la mesure où l'opposition au conseil communal n'est pas représentée au CA de la SA EXCS. »

Du côté du cabinet du bourgmestre, on estime que les arguments de Marie Nagy ne tiennent pas la route. « L'étude a pour objectif de mesurer la capacité globale de mobilité du site, explique-t-on. C'est en fonction de ces résultats que l'on pourra faire des choix. Certes, la Ville a répondu à l'appel à candidatures pour l'Europe, mais il fallait le faire à ce moment-là pour une question de timing. Contrairement à ce que prétend Marie Nagy, nous agissons en toute transparence ». ■

F.V.

Sécurité / Société de gardiennage autour du Parlement européen

Europe plus sûre, plus privée

THIELEMANS ET DECOURTY font appel au privé pour sécuriser les abords du Parlement européen. Ecolo s'indigne.

Les élus Écolo de la Ville de Bruxelles et d'Ixelles sont indignés : un nouveau règlement de police relatif au périmètre de sécurité autour du Parlement européen est soumis cette semaine à l'approbation de leurs conseils communaux respectifs.

Ce règlement prévoit notamment qu'une firme privée de gardiennage est autorisée à effectuer des activités de surveillance et de contrôle de personnes dans

certaines rues. « C'est très inquiétant », estiment Marie Nagy (Bruxelles) et Yves Rouyet (Ixelles) selon qui l'adoption d'un tel règlement serait un pas de plus dans la privatisation de l'espace public. L'article soumis au vote prévoit que « La société Group 4 Securicor est autorisée à effectuer des activités de surveillance et de contrôle de personnes sur la voie publique au bénéfice du Parlement européen dans le périmètre

délimité par la rue Wiertz entre le carrefour formé par la rue du Remorqueur et la rue Montoyer et le carrefour formé par la rue Vautier et la rue Wiertz. (...) Le personnel de la société de gardiennage est autorisé à accomplir des fonctions de surveillance et de contrôle de la possession d'un titre d'accès pour les véhicules. »

Pour Écolo, il s'agit là d'« une dérive inquiétante » : « Depuis une vingtaine d'années, on assis-

te à Bruxelles à une accélération du mouvement de privatisation de l'espace public et de ses modes de gestion : multiplication des clos privés, dérives d'agents de gardiennage sur les sites de City2 et de l'ULB, privatisation d'une partie de la propreté publique, privatisation du contrôle du stationnement, morceaux de voiries phagocytés par l'Ambassade des USA, etc. ». Écolo dit « comprendre une certaine exigence de la

part du Parlement européen en termes de sécurité » mais rien ne justifierait une telle délégation de souveraineté du public vers le privé. Le cabinet de Freddy Thielemans (PS) précise que le travail de Group 4 se limite à contrôler si les véhicules qui transitent sont ceux de riverains ou de visiteurs et qu'il ne s'agit en aucun cas de vérifier l'identité des personnes. On ajoute que cette mesure ne concerne pas les piétons, sauf circonstances exceptionnelles déterminées par le ministre de l'Intérieur et sous la supervision de la police de la zone Bruxelles-Ixelles. ■ **FABRICE VOOGT**



Bruxelles / Nouvelle délégation votée pour l'ASBL Palais des expositions

Ecolo remonté sur le plateau

LA PIROUETTE de Picqué sur le stade au conseil. Thielemans s'interroge sur la « crédibilité des pouvoirs publics ».

La Ville de Bruxelles doit arrêter de faire de l'urbanisme « casino » et commencer à réfléchir à un projet durable et participatif de revalorisation du plateau du Heysel. »

Alors qu'une nouvelle étude vient de confirmer que la réalisation d'un stade de football conforme aux règles de l'UEFA, qui soit raisonnable dans les délais, était de moins en moins possible sur le site de Schaerbeek-Formation, Marie Nagy (Ecolo, opposition), a remis le dossier de l'avenir du plateau du Heysel sur la table du conseil communal, lundi soir.

« Pour Ecolo, a-t-elle expliqué, la Ville doit maintenant élaborer un programme avec ses options urbanistiques, pour le plateau à partir de l'option du maintien du stade au Heysel ». Pour rappel, peu avant Noël, le ministre-président de la Région bruxelloise, Charles Picqué (PS), avait, sur base d'une étude commandée par la

Région, annoncé qu'il privilégiait à nouveau la piste d'une reconstruction-rénovation du stade Roi-Baudouin, au grand dam de la Ville de Bruxelles, qui plaide, elle, pour un stade à Schaerbeek-Formation ; ce qui laisserait le plateau du Heysel libre pour d'autres projets, notamment inscrits au Plan de développement international (PDI), ou à un nouveau pôle européen.

Y a-t-il un pilote pour EXCS ?

Discret jusque-là, le bourgmestre Freddy Thielemans (PS) a dit prendre acte (sur les déclarations faites sur le stade) mais il dit « s'interroger sur la crédibilité des pouvoirs publics », sous-entendu le gouvernement régional, « qui détiennent tous les leviers de pouvoirs », depuis la délivrance des permis jusqu'à la propriété des terrains. Il a par ailleurs rappelé qu'un concours d'idées allait être lancé pour le devenir du pla-

teau qui serait envisagé avec ou sans stade. A ce propos, Marie Nagy s'est publiquement inquiétée de voir la SA EXCS, filiale de l'ASBL Palais des Expositions, elle-même issue de l'ASBL Foire Internationale de Bruxelles, « cogiter sur l'avenir de notre ville sans

Les politiques n'ont pas le monopole des petites idées sur le réaménagement du plateau du Heysel. André Verloes est le coordinateur du comité de quartier « Verregat ». Il aime à dire qu'il s'exprime au nom de « 500 boîtes aux lettres », soit un bon millier d'habitants coincés entre les installations actuelles de Brussels Expo et la chaussée Romaine. Des riverains qui « tentent de donner un peu de voix ».

André Verloes qualifie tout de

vision de l'intérêt général, et en dehors du contrôle du conseil communal ». Après avoir été casée par la tutelle régionale, la précédente délégation de pouvoir accordée à cette société anonyme a été revotée lundi, expurgée de certains passages dont celui accor-

go l'idée chère au ministre VLD Guy Vanhengel de construire un deuxième stade sur le parking C de « saugrenue ». L'idée-force du comité de quartier : replacer toute forme de projet dans le cadre plus large des aménagements sur le plateau du Heysel. Avec une mise en garde préalable quant au « degré de surcharge devenu insupportable pour les riverains de l'ensemble du plateau : à chaque événement de quelque envergure, toutes les

voies d'accès se trouvent saturées, les emplacements de parking locaux squattés ».

La conseillère Ecolo estime que ce « système » est une manière de contourner les marchés publics ; ce qui n'a pas manqué de faire réagir le bourgmestre, ainsi que l'échevin Philippe Close (PS), respectivement président et vice-président de la SA Excs.

S'interrogeant sur le coût et l'activité de ladite société, et no-

tamment le type de contrat qui lie à un expert venant du monde immobilier privé - Paul Delesenne aurait une rémunération fixe, Marie Nagy estime n'avoir pas reçu de réponse claire quant au fonctionnement d'Excs. Elle a par ailleurs stigmatisé « la grossièreté et le mépris » avec lequel certains membres du collège ont répondu à ses questions, régulièrement scandées par des sarcasmes. ■

FABRICE VOOGT

Les riverains ne restent pas sur la touche

Plus généralement, les riverains souhaitent que l'on prête une oreille plus attentive à leurs doléances, sans quoi « c'est magouilles et tripatouilles ».

Et d'avancer les nuisances et l'insécurité qui seraient générées dans un quartier d'habitations qui se trouverait « coincé entre

deux mastodontes ». Pour le comité du Verregat, qui dénonce par ailleurs le manque de rigueur dans l'organisation d'événements sur les lieux, « le Heysel doit conserver son atout principal : le cadre de verdure approprié à l'attraction la plus connue de Belgique : l'Atomium ».

Plus généralement, les riverains souhaitent que l'on prête une oreille plus attentive à leurs doléances, sans quoi « c'est magouilles et tripatouilles ». ■ Fr. D.